

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Perspectives provinciales de Desjardins

De forts gains d'emploi et de nouveaux soutiens budgétaires retardent le ralentissement économique des provinces

Par Marc Desormeaux, économiste principal, et Hélène Bégin, économiste principale

- ▶ La hausse des prix et les taux d'intérêt élevés devraient continuer de ralentir les économies provinciales du Canada cette année, surtout dans le secteur de la construction et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt.
- ▶ La sensibilité de l'économie au marché de l'habitation, les taux de croissance démographique et les échéanciers des grands projets continuent d'expliquer les différences de prévisions entre les provinces.
- ▶ Nous prévoyons toujours que l'Ontario et la Colombie-Britannique, deux provinces où le secteur de l'habitation est prédominant, seront de plus en plus touchés par la hausse marquée des taux d'intérêt. À l'inverse, les régions productrices de matières premières bénéficient de meilleures perspectives. Des différences apparaissent cependant lorsqu'on se penche sur les activités de construction et le moment de la correction du marché de l'habitation.
- ▶ Les gains d'emploi et de population au début de 2023, les dépenses en infrastructures stimulantes et les mesures de soutien au coût de la vie annoncées dans les budgets de cette année repousseront le ralentissement à plus tard cette année.

INTRODUCTION

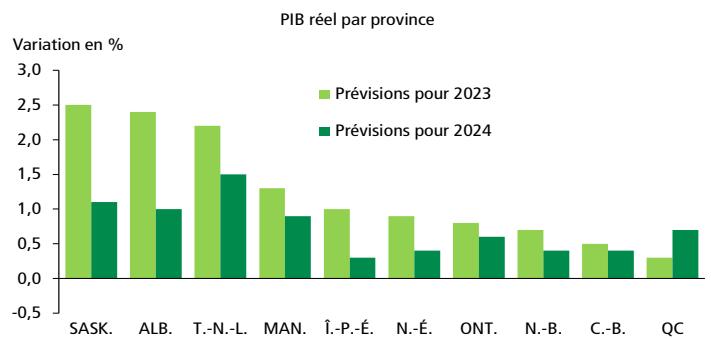
Une croissance (généralement) plus lente sous l'effet des taux d'intérêt élevés

L'inflation continue de dominer les perspectives économiques des provinces canadiennes. À mesure que l'année 2023 avance, ces dernières devraient toutes ressentir de plus en plus clairement les effets modérateurs de l'inflation (qui ralentit, mais reste forte) et des taux d'intérêt beaucoup plus élevés. Ce sera particulièrement le cas pour le secteur de la construction et les secteurs sensibles aux taux d'intérêt.

La sensibilité des économies provinciales au marché de l'habitation, la croissance démographique et les échéanciers des grands projets continuent d'expliquer les différences de prévisions d'une région à l'autre. D'un côté, les provinces fortement axées sur le marché du logement, comme l'Ontario et la Colombie-Britannique, devraient connaître les ralentissements les plus marqués cette année. De l'autre, les provinces productrices de matières premières, comme l'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador, présentent toujours les meilleures

GRAPHIQUE 1

Les provinces productrices de pétrole s'en tireront mieux cette année



perspectives (graphique 1). Moins vulnérables à la faiblesse du secteur immobilier, elles devraient aussi tirer parti des activités d'investissement. Des taux records de croissance démographique devraient continuer de soutenir la croissance économique du Canada atlantique.

Le repli sera retardé par les mesures de stimulation budgétaire ainsi que les gains d'emploi et de population en début d'année

Nous avons repoussé la récession à plus tard en 2023, et nous prévoyons maintenant que plusieurs provinces enregistreront des taux de croissance plus élevés que ce que nous avons indiqué dans notre mise à jour précédente.

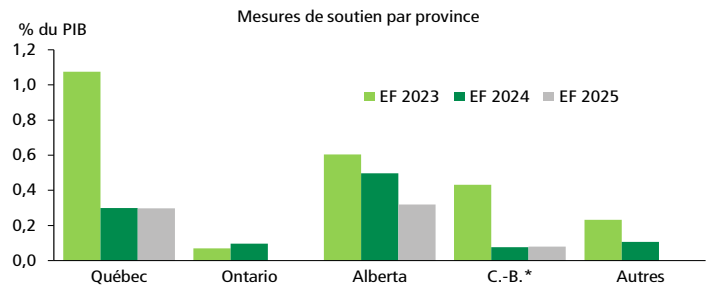
Depuis notre dernier rapport trimestriel, l'aide gouvernementale s'est accrue. Comme nous l'avons souligné, si la plupart des provinces prévoient réduire leurs mesures de soutien au coût de la vie pendant l'exercice financier 2023-2024 (EF 2024), les plus récents plans budgétaires ont néanmoins introduit de nouvelles mesures qui pourraient bien alimenter les dépenses de consommation (et possiblement l'inflation). Le Québec proposera moins de mesures de stimulation cette année qu'au cours de l'EF 2023, mais il demeure l'un des plus généreux en matière de soutien aux ménages (graphique 2). Les plans de dépenses en infrastructures ont également été revus à la hausse, et certaines provinces prévoient des augmentations importantes cette année (graphique 3).

À quelques exceptions près, l'emploi dans les provinces en début d'année a été supérieur à ce que nous avons prévu. Nous croyons que cette tendance s'inversera à mesure que le plein effet des hausses des taux d'intérêt se fera sentir dans l'économie. Le bon début d'année améliore néanmoins les perspectives de croissance du premier trimestre pour plusieurs d'entre elles.

La forte croissance démographique dans l'ensemble des provinces continue par ailleurs de surprendre. Jusqu'à maintenant, les provinces des Prairies et de l'Atlantique ont enregistré les gains les plus importants, tandis que le Québec et la Colombie-Britannique ont accusé un retard. Cette situation a influencé la croissance en début d'année, et les nouveaux arrivants ainsi que les admissions nettes de résidents non permanents pourraient aussi aider à pourvoir les nombreux postes vacants.

GRAPHIQUE 2

Les mesures de soutien au coût de la vie se poursuivent cette année

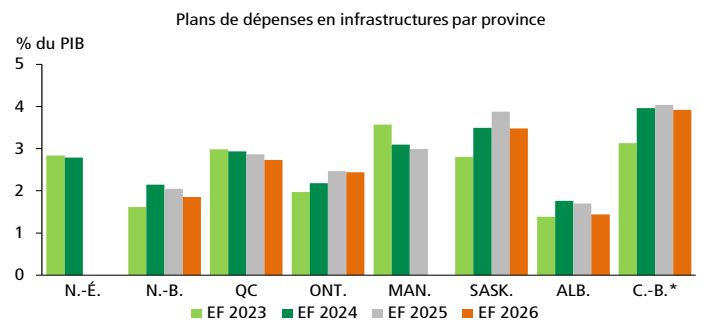


* Exclut les augmentations salariales dans le secteur public en vertu du mandat de relance partagée (*Shared Recovery Mandate*).

Sources : Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques.

GRAPHIQUE 3

D'autres dépenses en infrastructures sont à venir



* Comprend les dépenses financées par les contribuables et par d'autres revenus.

Sources : Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Nous nous attendons toujours à ce que Terre-Neuve-et-Labrador résiste à la tendance nationale de ralentissement de la croissance, principalement en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement. Parmi les grands projets qui progresseront en 2023 et en 2024, notons l'expansion du champ pétrolifère extracôtier West White Rose, la mine souterraine de Voisey's Bay et la conversion de la raffinerie Come By Chance en une installation de biocarburants. L'an dernier, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché la plus forte croissance, en terme réel, des dépenses non résidentielles de toutes les provinces. En 2023, elle arrive au troisième rang pour les intentions de dépenses en immobilisations. Le [budget de 2023](#) a également bonifié les plans de dépenses en infrastructures.

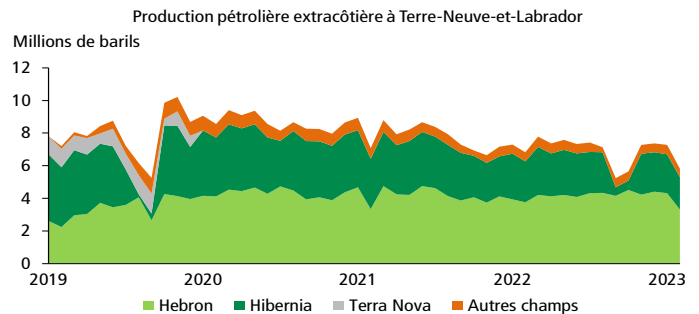
La province s'attend maintenant à ce que sa population augmente beaucoup plus rapidement qu'avant la COVID-19, probablement grâce à l'immigration et à la migration interprovinciale, qui atteignent des sommets historiques. Alors que le budget de 2019 prévoyait des baisses annuelles stables de 0,3 %, celui de 2023 escompte plutôt une croissance de la population au moins jusqu'en 2027. C'est une bonne nouvelle pour cette province, dont la population est celle qui vieillit le plus rapidement au pays.

Les investissements et les gains démographiques solides semblent soutenir l'emploi. Les embauches à Terre-Neuve-et-Labrador avaient augmenté de 4 % sur un an depuis le début de 2023 en mars, le troisième meilleur résultat de toutes les provinces. La croissance s'est concentrée dans les secteurs des ressources naturelles et de la construction.

Les récentes révisions à la baisse des perspectives de production pétrolière sont cependant moins optimistes. Le gouvernement s'attend à ce que les gains liés au redémarrage de Terra Nova cette année soient plus qu'annulés par le ralentissement engendré par les travaux de maintenance sur les plateformes White Rose et Hebron. La production de ces deux champs a d'ailleurs déjà commencé à diminuer (graphique 4).

GRAPHIQUE 4

La production a ralenti dans plusieurs champs en début d'année



Sources : Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers et Desjardins, Études économiques.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

L'Île-du-Prince-Édouard fait face à des incertitudes sur le plan du commerce international. Les dégâts causés par l'ouragan *Fiona* ont entraîné une baisse importante de ses exportations de fruits de mer au début de 2023. Les expéditions de pommes de terre, elles, ont bondi cette année après la levée de l'interdiction d'exportation vers les États-Unis décrétée à la suite de la découverte de cas de galle verruqueuse en 2021 (graphique 5). Les exportations de bétail, de produits chimiques et de produits pharmaceutiques vers la Chine ont également connu un début d'année faible, probablement en raison du confinement dans ce pays à la fin de 2022. De façon plus générale, l'affaiblissement de l'économie américaine n'augure rien de bon pour les exportations.

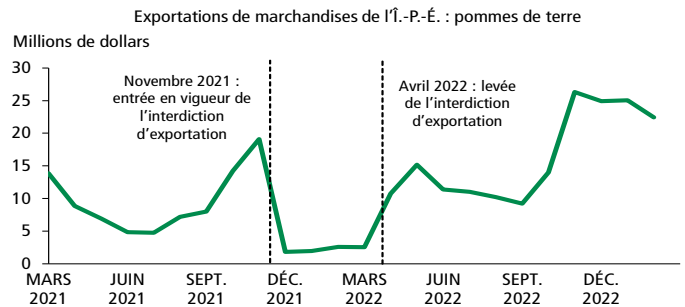
Les perspectives de croissance démographique demeurent solides. Les nouveaux arrivants représentent une part importante de la population de l'île, et leur intégration au marché du travail s'améliore. Par conséquent, la province demeure bien placée pour profiter de l'augmentation des cibles nationales d'immigration. De plus, les plans d'infrastructures récemment bonifiés pourraient avoir des effets positifs sur la croissance économique. La migration interprovinciale a ralenti depuis son récent sommet, mais elle demeure vigoureuse.

L'augmentation rapide de la population devrait, au fil du temps, stimuler l'activité dans le secteur de l'habitation, qui a été caractérisé par une faiblesse en début d'année. En effet, les ventes et les investissements dans le secteur résidentiel au début de 2023 ont été plus modestes à l'Île-du-Prince-Édouard que dans la plupart des autres provinces. Cela dit, le prix de vente moyen y demeure plus près de son sommet pandémique que dans les autres régions du Canada.

La promesse électorale phare de l'Île-du-Prince-Édouard a été l'augmentation de l'exemption personnelle de base pour l'impôt des particuliers. À l'instar de mesures semblables adoptées dans d'autres provinces, ce changement devrait aider les ménages à faible revenu à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Toutefois, dans la mesure où de l'argent frais est dépensé par les ménages à revenu élevé, il risque aussi de stimuler la demande des consommateurs à plus haut revenu et, éventuellement, d'alimenter l'inflation.

GRAPHIQUE 5

Les exportations de pommes de terre bondissent après la levée de l'interdiction d'exportation vers les États-Unis



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

NOUVELLE-ÉCOSSE

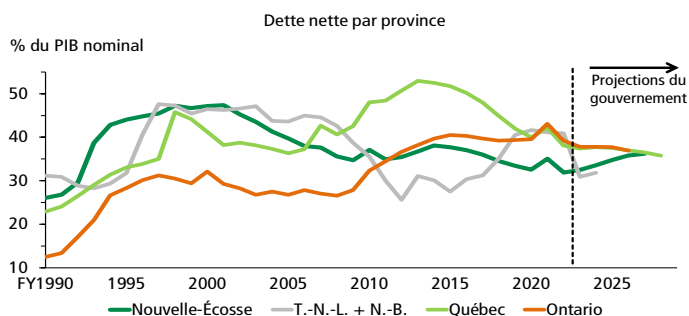
La Nouvelle-Écosse a connu un bon début d'année 2023 au chapitre de la croissance de l'emploi et de la population. Les secteurs des services à salaires élevés, de l'éducation et de l'administration publique ont tous contribué à l'embauche. La population active progresse à un rythme presque record, et le [budget de 2023](#) prévoit une bonne augmentation jusqu'en 2024. Cela reflète vraisemblablement un taux d'immigration record, de même qu'une migration interprovinciale et des admissions nettes de résidents non permanents toujours à des niveaux historiquement élevés.

Pour soutenir une population croissante, la Nouvelle-Écosse a bonifié ses projets d'infrastructures. Son plan d'investissement de l'EF 2024 prévoit des dépenses sans précédent, ce qui contribuera d'ailleurs à alourdir le fardeau de sa dette (graphique 6). Nous pensons que cela est justifié compte tenu de l'ampleur de la récente augmentation de sa population. L'atteinte des cibles budgétaires pourrait toutefois s'avérer difficile, en raison non seulement de l'incertitude économique, mais aussi de la pénurie de main-d'œuvre et d'intrants qui chamboule les échéanciers des grands projets.

La construction résidentielle continue de s'affaiblir en Nouvelle-Écosse, malgré la résilience des prix des maisons. Cela pourrait s'être traduit par des réductions d'effectifs dans le secteur de la construction, lequel représente une part importante du PIB de la province. Les intentions d'investissement non résidentiel en 2023 sont quant à elles modestes. Néanmoins, le faible niveau d'endettement des ménages, comparativement à celui d'autres provinces canadiennes, offre une certaine protection contre les taux d'intérêt plus élevés.

Les exportations de fruits de mer et de produits de la pêche ont commencé l'année 2023 en hausse, ce qui laisse croire que le commerce extérieur a été moins touché par l'ouragan *Fiona* en Nouvelle-Écosse que dans le reste du Canada atlantique. À court terme, la réouverture de la Chine devrait aider la province, même si nous prévoyons un ralentissement de la croissance d'autres partenaires commerciaux cette année.

GRAPHIQUE 6
Le poids de la dette augmente en Nouvelle-Écosse



Sources : Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques.

NOUVEAU-BRUNSWICK

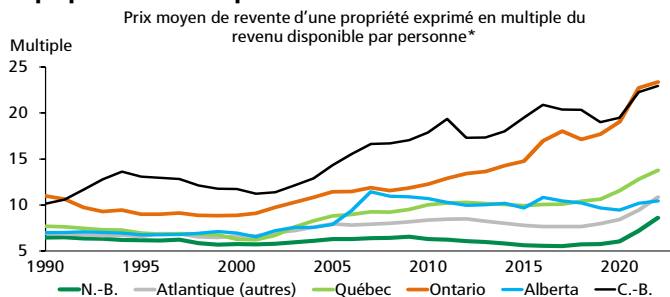
En période de repli causé par le logement, le Nouveau-Brunswick semble faire meilleure figure que la plupart des autres provinces. L'immobilier représente une faible part de son économie. Les indicateurs d'abordabilité sont parmi les plus favorables au Canada (graphique 7). Les ménages sont moins endettés que dans la plupart des autres provinces, ce qui suggère que les coûts d'emprunt nettement plus élevés feront moins de dommages. La population active a progressé à un rythme record en mars, et les gains d'emploi au début de 2023 ont été les meilleurs au pays. La province s'attend à une augmentation presque record de sa population au cours des prochaines années, et nous sommes du même avis. De plus, les excédents budgétaires ainsi que le poids faible et décroissant de la dette nette publique prévus dans le [budget de 2023](#) procurent une marge de manœuvre pour des mesures de soutien économique en cas de besoin.

Les perspectives sont moins reluisantes pour les principales matières premières de la province. Les prix du bois d'œuvre continuent de baisser parallèlement à la construction résidentielle aux États-Unis, et la situation devrait s'aggraver au cours de 2023. Les tarifs d'exportation pour le bois d'œuvre demeurent incertains, le Canada et les États-Unis étant en négociation à ce sujet. Le ralentissement de la croissance économique au sud de la frontière ainsi que les prix plus modestes pour le pétrole raffiné et les pâtes et papiers devraient gruger les bénéfices des producteurs au cours de l'année.

Avec peu de grands projets dans les cartons, le Nouveau-Brunswick prévoit des dépenses en immobilisations assez faibles par rapport à celles des autres provinces en 2023. Toutefois, la hausse planifiée des dépenses en infrastructures pourrait compenser cette situation. Le développement du gaz naturel et de l'industrie des petits réacteurs modulaires offre également un potentiel de croissance à long terme.

GRAPHIQUE 7

Le logement est plus abordable au Nouveau-Brunswick que dans la plupart des autres provinces



* Revenu des ménages en 2022 selon les estimations trimestrielles de Statistique Canada.
Sources : Statistique Canada, Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques.

QUÉBEC

L'économie du Québec évolue en dents de scie depuis la mi-2022. L'année s'est toutefois terminée en force grâce à l'accélération des dépenses de consommation. Le versement ponctuel variant entre 400 \$ et 600 \$ offert par le gouvernement du Québec en décembre ainsi que la forte croissance de l'emploi et des salaires ont permis de conclure l'année en force.

La situation sera différente en 2023. Les taux d'intérêt élevés toucheront davantage les ménages, d'autant plus que les mesures de soutien financier gouvernemental annoncées sont nettement moindres que celles offertes l'an passé. Les dépenses de consommation tourneront au ralenti, et le marché de l'habitation continuera de s'affaiblir. La chute d'environ 15 % des mises en chantier l'an passé se poursuivra avec un recul prévu d'environ 20 % en 2023, ce qui nuira à l'économie. Même si la correction des prix de l'immobilier résidentiel s'avère moins prononcée que dans la plupart des autres provinces jusqu'à maintenant (graphique 8), un regain de vigueur n'est pas attendu avant l'an prochain.

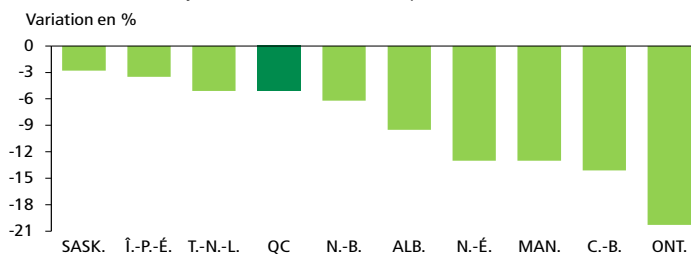
Les difficultés de l'économie mondiale affaibliront aussi les exportations et les investissements en 2023. Les investissements non résidentiels ont d'ailleurs suivi une tendance à la baisse depuis la mi-2022. Dans ce contexte, une contraction du PIB réel et une légère détérioration du marché du travail sont à prévoir et devraient s'étaler sur plusieurs trimestres. Une reprise devrait ensuite s'amorcer en 2024.

Les mesures annoncées dans le [budget de 2023](#) du Québec devraient offrir un certain soutien à la croissance économique à court terme. Les nouvelles initiatives comprennent des réductions d'impôt pour les deux fourchettes de revenu inférieures, ce qui devrait aider le revenu disponible mais constitue aussi un risque à la hausse pour l'inflation. De plus, les plans de dépenses en infrastructures pour cette année sont parmi les plus importants de toutes les provinces en proportion du PIB, même si le taux de croissance pour l'EF 2024 est relativement modeste.

GRAPHIQUE 8

La correction des prix des propriétés résidentielle est plus limitée au Québec

Prix moyen : sommet de chacune des provinces à mars 2023



Sources : Association canadienne de l'immobilier et Desjardins, Études économiques.

ONTARIO

Nous nous attendons toujours à ce que la récession attendue vers la fin de 2023 touche l'Ontario de façon disproportionnée. La hausse marquée des taux d'intérêt, l'abordabilité limitée, l'endettement élevé des ménages et la faiblesse de l'activité sur le marché de l'habitation ont eu une incidence importante sur l'économie de la province. Fait à noter, la consommation des ménages a légèrement fléchi au dernier trimestre de 2022, ce qui marque la première contraction sur deux trimestres consécutifs depuis la crise financière mondiale (sauf en 2020). Des conditions plus difficiles dans le secteur des services financiers pourraient également amplifier le ralentissement à venir.

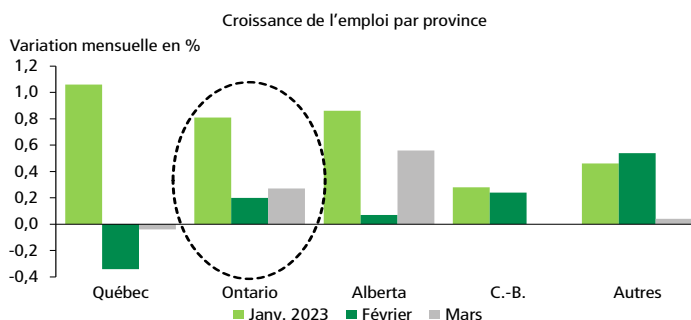
Pourtant, le marché de l'habitation en Ontario est peut-être mûr pour une reprise. Les ventes de propriétés se sont améliorées en contexte de baisse des inscriptions, ce qui pourrait faire grimper les prix dans les mois à venir et entraîner une érosion de l'abordabilité, laquelle s'était améliorée dernièrement.

Le marché du travail de l'Ontario a également connu un bon départ cette année (graphique 9). Le nombre d'emplois à temps plein a connu une solide augmentation de 3,5 % sur un an au cours des trois premiers mois de 2023, et le taux de chômage demeure près du creux historique. Même si le taux de chômage devrait augmenter au second semestre de 2023, le très bon point de départ du marché de l'emploi laisse croire que la récession à venir sera légère par rapport aux normes historiques.

La reprise de la production automobile est une tendance positive. Wards Auto prévoit une solide augmentation de 12 % de la production automobile canadienne, concentrée presque entièrement en Ontario. Au chapitre du commerce, cette reprise devrait aider à compenser les effets modérateurs du ralentissement économique prévu en Amérique du Nord.

GRAPHIQUE 9

La création d'emplois en Ontario est forte et constante malgré la vulnérabilité aux taux d'intérêt élevés



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

MANITOBA

Les trois derniers mois n'ont pas changé notre opinion selon laquelle le Manitoba surclassera la plupart des autres provinces cette année. Son marché de l'habitation est plus abordable que celui de la plupart des autres régions et n'a pas connu une correction aussi marquée après les hausses de taux d'intérêt. Les services financiers et la construction représentent toujours une petite part du PIB provincial.

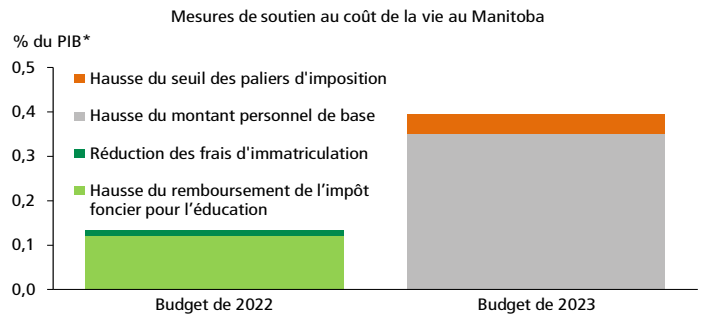
Le plus récent sondage sur les intentions d'investissement confirme nos attentes antérieures quant à de solides dépenses en immobilisations cette année. On prévoit que les dépenses d'exploitation minière excluant le pétrole et le gaz représenteront plus de 20 % de l'augmentation dans la province en 2023 et atteindront des sommets inégalés depuis 2013. Cela s'accompagne d'investissements prévus dans un certain nombre de mines importantes. Les projets de fabrication de verre et de transformation des aliments qui se poursuivent cette année reflètent une augmentation de près de 20 % attendue dans le secteur de la fabrication.

Les exportations continuent d'afficher de bons résultats. Les prix vigoureux et la production constante de soja, de canola et de blé ont entraîné une hausse importante des expéditions connexes en 2023. La production d'électricité continue également à se redresser. Toutefois, l'affaiblissement des économies provinciales canadiennes et de l'économie américaine devrait nuire aux exportations internationales et interprovinciales à l'avenir.

Estimée à 0,4 % du PIB du Manitoba pour l'EF 2024 (graphique 10), l'augmentation du montant personnel de base prévue dans le [budget de 2023](#) est l'une des mesures de soutien financier les plus généreuses annoncées par une province. Elle devrait favoriser la consommation, en particulier chez les ménages à faible revenu, mais elle risque aussi d'attiser l'inflation si les consommateurs mieux nantis dépensent cet argent supplémentaire.

GRAPHIQUE 10

La hausse du montant personnel de base est la mesure budgétaire phare de 2023



* Selon les prévisions économiques du gouvernement provincial.
Sources : Ministère des Finances du Manitoba et Desjardins, Études économiques.

SASKATCHEWAN

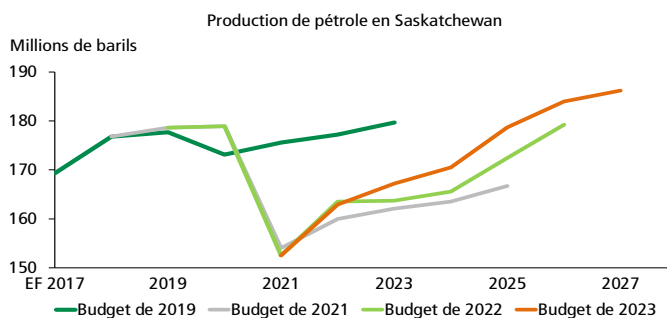
Les données sur les intentions d'investissement suggèrent d'importantes dépenses en immobilisations en 2023 en Saskatchewan, où nous prévoyons toujours une croissance supérieure à la moyenne nationale cette année. La première phase de la mine de potasse Jansen, d'une valeur de 7,5 G\$, est bien avancée, et l'on s'attend à ce que les trois quarts de l'augmentation des dépenses d'exploitation minière (non pétrolière) au Canada en 2023 soient effectués en Saskatchewan. Les travaux concernant les installations de transformation du canola se poursuivent également.

Nous nous attendons toujours à ce que la hausse de la production de matières premières soutienne les exportations en contexte de modération des prix. Dans son [budget de 2023](#), le gouvernement a de nouveau haussé les prévisions de production pétrolière (graphique 11) et prévoit une production accrue de potasse cette année. La production d'uranium est en hausse à la suite du redémarrage des mines de McArthur River et de Cigar Lake, dont la production devrait presque doubler en 2023. Les prix élevés des produits agricoles ont propulsé la Saskatchewan au sommet du classement provincial au chapitre des exportations de marchandises, les expéditions vers la Chine étant particulièrement robustes.

La solidité des finances publiques permettra d'offrir un soutien économique en cas de besoin. La Saskatchewan s'attend à des excédents budgétaires persistants, et sa dette devrait être la deuxième plus faible de toutes les provinces.

L'embauche au début de 2023 a été plus lente que dans la plupart des autres provinces, mais les activités liées aux matières premières et aux grands projets devraient soutenir l'emploi cette année. La Saskatchewan est également moins exposée à l'immobilier que la plupart de ses pairs. Le risque de ralentissement y est donc plus faible dans un contexte où les difficultés du marché de l'habitation se répercutent de plus en plus sur l'économie. Des perspectives économiques favorables et un bon niveau d'abordabilité devraient attirer de plus en plus de migrants interprovinciaux à l'avenir.

GRAPHIQUE 11 Les prévisions du gouvernement pour la production pétrolière ont encore été rehaussées



Sources : Ministère des Finances de la Saskatchewan et Desjardins, Études économiques.

ALBERTA

Trois mois après le début de 2023, l'économie de l'Alberta semble tourner à plein régime.

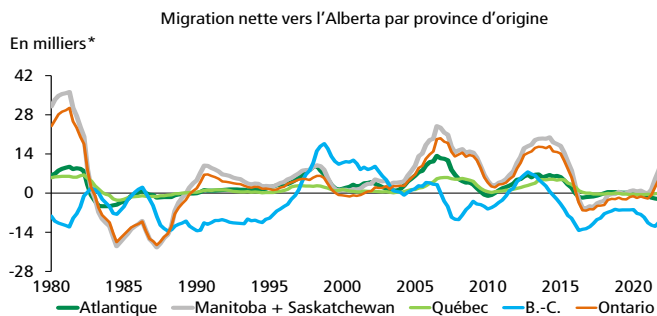
D'après l'enquête de 2023 sur les intentions d'investissement et les dernières prévisions du gouvernement, les investissements pétroliers et gaziers devraient poursuivre leur croissance, mais à un rythme moins soutenu cette année. La réduction de la production récemment annoncée par l'OPEP+ devrait permettre aux prix du pétrole brut de rester assez élevés pour soutenir la rentabilité de l'industrie, même si un risque baissier persiste. La production provinciale de pétrole brut devrait également continuer à augmenter, bien qu'à un rythme moins soutenu. L'achèvement de l'expansion du pipeline TransMountain plus tard cette année pourrait favoriser d'autres hausses à l'avenir (et réduire l'écart entre les prix du pétrole albertain et américain).

Les perspectives des autres secteurs demeurent optimistes. Les projets en pétrochimie et en énergie renouvelable devraient stimuler les dépenses en immobilisations. Bien que les ménages soient plus endettés en Alberta que dans la plupart des autres régions du pays, le marché de l'habitation y demeure beaucoup plus abordable qu'ailleurs. Cela continue à stimuler la migration interprovinciale nette vers l'Alberta – en particulier depuis l'Ontario, où les prix sont plus élevés (graphique 12) – dans un contexte d'immigration internationale et d'admissions nettes de résidents non permanents en forte hausse.

Le [budget de 2023](#) a maintenu les mesures de soutien aux ménages à environ 0,5 % du PIB au cours de l'EF 2024. La mesure la plus importante pour cet exercice, soit l'indexation des tranches d'imposition du revenu des particuliers, pourrait stimuler la consommation, mais aussi l'inflation si les consommateurs plus fortunés dépensent leurs économies d'impôt.

GRAPHIQUE 12

La migration des Ontariens vers l'Alberta atteint un sommet depuis les années 1980



* Moyenne mobile sur 4 trimestres.

Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Les nouvelles données suggèrent que la Colombie-Britannique ressent davantage les effets des taux d'intérêt élevés que les autres provinces du Canada. Jusqu'à maintenant en 2023, c'est elle qui a enregistré les gains les plus faibles au chapitre de l'emploi et des ventes au détail. Sur le plan de la croissance, la province se classe au dernier rang pour les ventes de propriétés et à l'avant-dernier pour les prix de vente, les heures travaillées et les achats de voitures. Les investissements en construction et l'embauche ont tenu le coup jusqu'à présent, et les prix des propriétés ont montré des signes de stabilisation dernièrement. Cependant, la faiblesse des prix et la hausse des taux d'intérêt devraient de plus en plus freiner la construction domiciliaire.

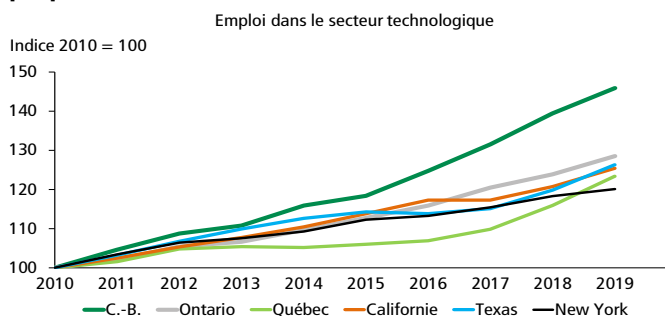
Le secteur de la technologie est également exposé à des risques. Au cours de la décennie ayant précédé la pandémie, la Colombie-Britannique a surpassé toutes les autres provinces et plusieurs plaques tournantes américaines pour ce qui est de l'emploi dans le secteur de la haute technologie (graphique 13). Toutefois, la volatilité des marchés financiers a entraîné des réductions de personnel dans ce secteur au Canada et aux États-Unis.

Les prix des métaux et des produits forestiers ayant baissé par rapport à l'année dernière, les valeurs à l'exportation ont connu un début d'année 2023 plus faible en Colombie-Britannique qu'ailleurs au Canada. Le ralentissement du marché de l'habitation aux États-Unis n'est pas de bon augure pour le bois d'œuvre de la province, mais la réouverture de la Chine pourrait donner un coup de pouce à l'industrie.

Il y a tout de même place à l'optimisme. Les travaux du terminal d'exportation de gaz naturel de LNG Canada, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars, se poursuivent, et les intentions d'investissement dans le secteur pétrolier et gazier demeurent solides. De plus, les plans de dépenses en infrastructures de la Colombie-Britannique présentés dans le [budget de 2023](#) sont parmi les plus ambitieux de toutes les provinces.

GRAPHIQUE 13

Emploi en technologie : la Colombie-Britannique dépasse les plaques tournantes américaines



Sources : BC Stats et Desjardins, Études économiques.

TABLEAU
Canada : principaux indicateurs économiques par province

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023p | 2024p |
|---|------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|
| MOYENNE ANNUELLE EN % (SAUF SI INDIQUÉ) | | | | | | |
| Croissance du PIB réel – Canada | 1,9 | -5,1 | 5,0 | 3,4 | 1,1 | 0,7 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 4,0 | -4,6 | 0,6 | 0,6 | 2,2 | 1,5 |
| Île-du-Prince-Édouard | 4,5 | -1,6 | 7,9 | 2,7 | 1,0 | 0,3 |
| Nouvelle-Écosse | 3,4 | -3,5 | 6,2 | 2,6 | 0,9 | 0,4 |
| Nouveau-Brunswick | 1,3 | -2,7 | 5,9 | 2,3 | 0,7 | 0,4 |
| Québec | 2,8 | -5,0 | 6,0 | 2,8 | 0,3 | 0,7 |
| Ontario | 2,1 | -4,7 | 5,2 | 3,7 | 0,8 | 0,6 |
| Manitoba | 1,2 | -4,4 | 1,8 | 2,3 | 1,3 | 0,9 |
| Saskatchewan | -0,4 | -4,8 | -0,9 | 4,7 | 2,5 | 1,1 |
| Alberta | 0,1 | -8,0 | 4,8 | 4,6 | 2,4 | 1,0 |
| Colombie-Britannique | 2,6 | -3,0 | 6,1 | 3,1 | 0,5 | 0,4 |
| Croissance du PIB nominal – Canada | 3,5 | -4,5 | 13,6 | 11,0 | 0,2 | 2,2 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 3,6 | -10,0 | 17,7 | 14,6 | -3,4 | 3,3 |
| Île-du-Prince-Édouard | 6,5 | 1,4 | 14,3 | 8,2 | 1,6 | 1,5 |
| Nouvelle-Écosse | 4,4 | 0,0 | 10,9 | 6,7 | 1,4 | 1,6 |
| Nouveau-Brunswick | 2,4 | -1,6 | 13,8 | 9,0 | 0,7 | 1,6 |
| Québec | 4,6 | -1,9 | 11,8 | 10,0 | 2,1 | 2,1 |
| Ontario | 3,9 | -2,9 | 10,3 | 9,2 | 1,0 | 1,9 |
| Manitoba | 1,7 | -1,3 | 8,4 | 8,2 | 0,8 | 2,0 |
| Saskatchewan | 1,0 | -7,6 | 13,1 | 15,2 | -1,0 | 3,1 |
| Alberta | 1,7 | -15,7 | 26,2 | 18,1 | -2,9 | 3,4 |
| Colombie-Britannique | 3,9 | -0,7 | 14,2 | 10,2 | -0,9 | 1,4 |
| Taux d'inflation global – Canada | 1,9 | 0,7 | 3,4 | 6,8 | 3,1 | 2,0 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1,0 | 0,2 | 3,7 | 6,4 | 3,1 | 2,0 |
| Île-du-Prince-Édouard | 1,2 | 0,0 | 5,1 | 8,9 | 4,0 | 2,5 |
| Nouvelle-Écosse | 1,6 | 0,3 | 4,1 | 7,5 | 3,7 | 2,4 |
| Nouveau-Brunswick | 1,7 | 0,2 | 3,8 | 7,3 | 3,2 | 2,1 |
| Québec | 2,1 | 0,8 | 3,8 | 6,7 | 3,4 | 1,9 |
| Ontario | 1,9 | 0,6 | 3,5 | 6,8 | 3,3 | 2,1 |
| Manitoba | 2,3 | 0,5 | 3,2 | 7,9 | 3,7 | 2,3 |
| Saskatchewan | 1,7 | 0,6 | 2,6 | 6,6 | 3,7 | 2,3 |
| Alberta | 1,7 | 1,1 | 3,2 | 6,5 | 3,5 | 2,2 |
| Colombie-Britannique | 2,3 | 0,8 | 2,8 | 6,9 | 3,5 | 2,1 |
| Croissance de l'emploi – Canada | 2,1 | -5,6 | 5,0 | 4,0 | 1,6 | 0,8 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 1,6 | -6,4 | 3,6 | 4,3 | 2,0 | 0,4 |
| Île-du-Prince-Édouard | 3,3 | -3,5 | 4,1 | 5,3 | 1,9 | 0,7 |
| Nouvelle-Écosse | 2,8 | -4,6 | 5,6 | 3,6 | 3,0 | 1,2 |
| Nouveau-Brunswick | 0,5 | -3,0 | 3,2 | 2,7 | 2,6 | 1,0 |
| Québec | 1,7 | -5,4 | 4,1 | 3,0 | 1,8 | -0,6 |
| Ontario | 2,5 | -5,4 | 5,2 | 4,6 | 1,5 | 1,1 |
| Manitoba | 1,2 | -4,3 | 3,7 | 3,2 | 1,4 | 1,0 |
| Saskatchewan | 1,7 | -5,0 | 2,6 | 3,5 | 1,5 | 1,3 |
| Alberta | 1,1 | -7,0 | 5,5 | 5,2 | 2,6 | 1,4 |
| Colombie-Britannique | 2,6 | -6,2 | 6,2 | 3,1 | 0,6 | 1,2 |
| Taux de chômage – Canada | 5,7 | 9,7 | 7,5 | 5,3 | 5,9 | 6,6 |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 12,2 | 14,5 | 13,1 | 11,2 | 11,3 | 12,0 |
| Île-du-Prince-Édouard | 8,7 | 10,7 | 9,9 | 7,5 | 8,4 | 9,5 |
| Nouvelle-Écosse | 7,4 | 9,9 | 8,6 | 6,6 | 5,8 | 5,9 |
| Nouveau-Brunswick | 8,2 | 10,3 | 9,1 | 7,2 | 6,5 | 6,7 |
| Québec | 5,1 | 8,9 | 6,1 | 4,3 | 4,5 | 6,0 |
| Ontario | 5,6 | 9,8 | 8,1 | 5,6 | 6,2 | 7,0 |
| Manitoba | 5,3 | 8,2 | 6,4 | 4,5 | 5,2 | 5,7 |
| Saskatchewan | 5,5 | 8,3 | 6,5 | 4,7 | 4,8 | 5,4 |
| Alberta | 6,9 | 11,4 | 8,5 | 5,8 | 6,8 | 7,3 |
| Colombie-Britannique | 4,8 | 9,1 | 6,5 | 4,6 | 5,9 | 6,2 |

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, ministère des Finances de l'Ontario, et Desjardins, Études économiques